



MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(CCTP)

Objet du marché

MAINTENANCE, REMPLACEMENT ET LOCATION DES GROUPE ÉLECTROGÈNES DE L'EUROMÉTROPOLE ET DE LA VILLE DE STRASBOURG

Table des matières

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 DESCRIPTION DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 2.1 GÉNÉRALITÉS	3
ARTICLE 2.2 ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS.....	3
ARTICLE 3 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 3.1 MAINTENANCE PRÉVENTIVE.....	4
Article 3.1.1 la maintenance systématique.....	5
Article 3.1.2 la maintenance conditionnelle	5
Article 3.1.3 la maintenance prévisionnelle	5
Article 3.1.4 partie mécanique	5
Article 3.1.5 partie mécanique	6
ARTICLE 3.2 MAINTENANCE CORRECTIVE	7
Article 3.2.1 fournitures.....	7
Article 3.2.2 délai d'intervention	8
ARTICLE 3.3 EXCLUSION DE PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 4 OBLIGATION DE RÉSULTAT	8
ARTICLE 4.1 GROUPE DE SECOURS	9
ARTICLE 5 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	9
ARTICLE 6 LE PERSONNEL.....	9
ARTICLE 6.1 LE RESPONSABLE	9
ARTICLE 6.2 LE PERSONNEL D'INTERVENTION.....	10
ARTICLE 6.3 FOURNITURE DE L'OUTILLAGE	10
ARTICLE 7 DOCUMENTS À FOURNIR.....	10
ARTICLE 7.1 PLAN DE PRÉVENTION	10
ARTICLE 7.2 DOCUMENTS D'EXPLOITATION	10
Article 7.2.1 Le carnet d'entretien	10
Article 7.2.2 la fiche d'intervention	11
Article 7.2.3 Le rapport annuel.....	11
ARTICLE 8 SUIVI DE MAINTENANCE	11
ARTICLE 9 ASSURANCES	12
ARTICLE 10 GARANTIE	12
ARTICLE 11 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	13

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne l'entretien et les prestations de maintenance préventive, de remplacement et de location des groupes électrogènes nécessaires à la continuité de service des groupes électrogènes implantés sur les différents sites de la Ville et L'Eurométropole de Strasbourg.

Pour ce dernier un responsable du suivi du marché sera désigné et communiqué au titulaire après la notification du marché au sein des services des moyens généraux, gestionnaire du marché pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Les prestations attendues pour l'ensemble des groupes électrogènes concernent :

- La maintenance préventive systématique, conditionnelle et prévisionnelle
- La maintenance préventive corrective,
- L'astreinte et le dépannage,
- Les vérifications d'usages, la surveillance et l'assistance technique lors des essais,
- Le maintien au propre des installations,
- La location d'un groupe électrogène de secours dans l'attente de réparations nécessitant l'arrêt de l'installation existante.

ARTICLE 2 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 2.1 GÉNÉRALITÉS

Le candidat déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure l'exploitation technique et la maintenance, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

À la prise en charge des équipements, le titulaire ne peut faire valoir les oublis des anciens titulaires qui ont réalisés ou entretenu auparavant les équipements dans le domaine de réglage, des finitions, ou de nettoyage pour se substituer au parfait état de propreté des équipements.

D'une manière générale, les prestations comprennent :

- Les visites conformément aux stipulations du présent CCTP,
- La main d'œuvre et la fourniture des consommables dans le cadre des maintenances préventives,
- L'information sur la mise à niveau réglementaire, si besoin en est, de l'installation.

Les appareils sont pris en l'état sans aucune réserve.

Le candidat reconnaît avoir procédé à toutes investigations préalables, vérifications et relevés lui permettant d'être parfaitement informé de la constitution et de la consistance des installations et d'être en mesure d'assurer toutes les prestations prévues.

L'acceptation par le candidat de l'ensemble des obligations prévues au présent CCTP ne le dispense pas du respect des lois et règlements en vigueur ou à venir. Le prestataire se devra d'informer l'acheteur de toute modification des lois et réglementations en vigueur.

Pendant la durée du marché, le titulaire ne peut, de son propre chef, apporter aucun changement aux installations existantes.

ARTICLE 2.2 ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

Sont concernés par le présent marchés l'ensemble des équipements suivants. La liste n'est pas exhaustive et susceptible d'évoluer en accord avec le titulaire.

- 1) Centre administratif, 1 parc de l'étoile 67076 Strasbourg
1 groupe électrogène, puissance 700 Kva, marque SDMO, moteur Volvo Type : TWD1643GE, alternateur Leroy Somer Type : LSA49154C65/4
- 2) Centre administratif, 1 parc de l'étoile 67076 STRASBOURG

1 groupe électrogène, puissance 225 KvA, marque PRAMAC, moteur FPT Type : NEF67 TM7, alternateur Leroy Somer Type : TAL045B

3) Stade de la Meinau, 12 rue de l'Extenwoerth 67100 Strasbourg

1 groupe électrogène, puissance 650 KvA, marque SDMO, moteur MTU Type : 12V2000, alternateur Leroy Somer Type : LSA 49 1 M5

4) Centre Nautique de Schiltigheim, 9 rue de Turenne 67300 Schiltigheim

1 groupe électrogène, puissance 80 KvA, marque SDMO, moteur BERLIET type M620Z, alternateur Leroy Somer Type : TSA 280S1ARES

5) Vélodrome de Hautepierre, parc des sports rue Baden Powell 67200 Strasbourg

1 groupe électrogène 160 KVA, marque Partner, moteur Iveco, alternateur Leroy Somer

6) PC Zielbaum , 17 rue Zielbaum 67100 Strasbourg

1 groupe électrogène, puissance 40 KvA, marque SDMO, moteur John Deere Type : 3029TF120, alternateur

7) Station de pompage – rocade sud à Geispolsheim

1 groupe électrogène, puissance 66KvA, marque J66-APM403, moteur John Deere Type : 4045TGS20, alternateur Kohler Type : KH00811T04N

8) Ecole Marcelle Kahn, 33 rue Cerf-berr 67000 Strasbourg

1 groupe électrogène, puissance 100 KvA, moteur PERKINS Type : 2502/1500,

ARTICLE 3 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 3.1 MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Outre les obligations réglementaires, la maintenance préventive a pour objet de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation des installations.

Dans le cadre de la maintenance préventive annuelle, le titulaire mettra en place, conformément à la législation en vigueur, pour le type de matériel et de bâtiment concerné, un nombre de visite réglementaires suffisant pendant toute l'exécution, sur les équipements dont il assure la maintenance.

À chacune des visites de maintenance, le prestataire réalisera un essai de fonctionnement en charge.

Les essais mensuels (au minimum) sont effectués par le personnel du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit transmettre en annexe la liste des prestations prévues et leurs périodicités après la notification.

Conformément à la norme NF EN 13306, indice de classement X 60-319, la maintenance préventive intègre les opérations de maintenance préventive systématique ou conditionnelle définies par les prescriptions des constructeurs :

- La maintenance systématique : « maintenance préventive exécutée à intervalles de temps préétablis ou selon un nombre défini d'unités d'usage mais sans contrôle préalable de l'état du bien »,
- La maintenance conditionnelle : « maintenance préventive qui inclut l'évaluation des conditions physiques, l'analyse et les éventuelles actions de maintenance qui en découlent »,
- La maintenance prévisionnelle : « maintenance conditionnelle exécutée suite à une prévision obtenue grâce à une analyse répétée ou à des caractéristiques connues et à une évaluation des paramètres significatifs de la dégradation du bien ».

Les opérations de maintenance seront précédées d'un message au moins **soixante-douze (72) heures maximum** avant.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle informe par écrit l'autre partie au moins **cinq (5) jours** à l'avance. L'avis du responsable du suivi du marché sera toujours prédominant en cas de désaccord.

Maintenance, remplacement et location des groupes électrogènes de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg
La société effectuera les opérations de maintenance préventive :

- Du lundi au vendredi les jours ouvrés, de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Article 3.1.1 la maintenance systématique

Les visites de maintenance systématique ont lieu suivant un calendrier à jour fixe, déterminé avec un responsable du suivi du marché des moyens généraux, en accord avec les prescriptions des constructeurs.

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun. Les opérations sont préparées et effectuées en plusieurs étapes afin de conserver une partie des installations en exploitation. Le programme fixe, dès que cela est possible, le moment précis et, éventuellement la durée des interventions au minimum **un (1) mois** avant la date d'intervention du technicien.

Le contenu minimum des visites de maintenance systématique établi par le titulaire lors de la remise de son offre sera annexé au présent marché et deviendra de ce fait contractuel.

Le titulaire contrôle sur place le fonctionnement de l'ensemble des équipements objet du marché et procède pour cela à tous les essais et réglages jugés nécessaires au bon fonctionnement des installations.

À chaque intervention les intervenants du titulaire devront informer le responsable du site de leur arrivée sur le site et lui rendre compte avant leur départ.

Les interventions devront être consignées sur un cahier de suivi. La non-exécution de l'écrit équivaudra à une non-exécution de la prestation.

Article 3.1.2 la maintenance conditionnelle

Au cours des visites programmées définies précédemment, le titulaire peut juger de l'opportunité de déclencher des interventions conditionnelles afin de maintenir la disponibilité des équipements sans modification du prix forfaitaire.

Article 3.1.3 la maintenance prévisionnelle

Le titulaire effectuera deux (2) visites annuelles et de maintenance mécanique et de contrôle électrique minimum et procédera aux vérifications et travaux suivant les préconisations des constructeurs.

Lors de l'intervention prévisionnelle, le titulaire prendra soin d'organiser et planifier son intervention en lien avec le responsable d'établissement.

Le titulaire doit se conformer aux notices techniques du constructeur, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements et à une fréquence d'essai préconisé par celui-ci, ainsi qu'aux dispositions réglementaire.

Les opérations de maintenance prévisionnelle comprennent les préconisations du constructeur et en tout état de cause :

- Les essais réguliers de bon fonctionnement,
- Le dépoussiérage complet de l'installation,
- La vérification du serrage des connexions, le nettoyage des cosses,
- La vérification des ensembles secours au démarrage,
- La vérification des conditions d'ambiance pour éviter tout dysfonctionnement,
- La vidange avec changement de filtre une fois par an,
- Le nettoyage complet y compris fuite de graisse ou d'huile,
- Le nettoyage des locaux techniques après interventions liées aux travaux du titulaire.

Article 3.1.4 partie mécanique

Contrôle de l'aspect général du matériel :

- Relevé des anomalies et notamment inspection visuelle des tuyauteries, recherche de fuite, etc.
- Resserrage de la boulonnerie apparente, telle que portes de visites, etc.
- Vérification de la tension des courroies.

Contrôle des niveaux :

- Huile moteur,
- Pompe à injection,
- Régulateur de vitesse,
- Turbocompresseur,
- Appoint si nécessaire.

Graissage suivant préconisation du constructeur.

Vidange tous les ans du moteur avec échange des cartouches filtrantes (filtre à air compris)

Contrôle des auxiliaires équipant le moteur :

- Libre rotation du turbocompresseur,
- Démarreur,
- Pompe de pré-graissage,
- Préchauffage eau et huile,
- Appareil de sécurité.

Circuit de gasoil :

- Vérification de l'étanchéité des circuits,
- Contrôle du bon fonctionnement de l'électroniveau et de la pompe de relevage combustible,
- Purge de l'ensemble des canalisations.

Réfrigération :

- Contrôle du fonctionnement du système de refroidissement,
- Contrôle des niveaux d'eau et appoint,
- Contrôle de la concentration en antigel,
- Réglage des thermostats de commande et des résistances de préchauffage,
- Purge des canalisations,
- Contrôle de l'état des durits,
- Contrôle de propreté du nid d'abeille du radiateur ou aérореfroidisseur.

Article 3.1.5 partie électrique

Batterie et chargeur :

- Contrôle de charge,
- Nettoyage des bornes de désulfatage,
- Vérification des niveaux de l'électrolyte,
- Contrôle de l'intensité de charge.

Vérification du passage automatique :

- Charge entretien,
- Charge rapide.

Alternateur :

- Vérification du serrage des connexions,
- Vérification du régulateur et ajustage de la tension et fréquence,
- Nettoyage des ouïes de ventilation,
- Graissage des roulements suivant périodicité du constructeur.

Armoire électrique et auxiliaires :

- Vérification du serrage des connexions,
- Essais des sécurités armoire.

Sécurité moteur :

- Pression d'huile,
- Température eau,
- Survitesse.

Nettoyage et dépoussiérage des appareils.

Contrôle des temporisations et réglage, si nécessaire.

Essais :

- Essais des différents systèmes de démarrage,
- Essais et contrôle des arrêts d'urgence et des sécurités moteur,
- Contrôle des paramètres d'auxiliaires,
- Essais d'automatisme et de couplage éventuel,
- Mise en automatique de la centrale.

ARTICLE 3.2 MAINTENANCE CORRECTIVE

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements à la suite d'une défaillance, avec mise en place si nécessaire de groupes électrogènes provisoires de puissance similaire.

Elle s'effectuera conformément à la norme NF EN 13306, indice de classement X 60-319, la maintenance corrective : « maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à rétablir un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise ».

Avant toute maintenance corrective (sauf urgence impérieuse définie et validée par le service) un devis devra être transmis au service pour acceptation et engagement selon BPU ou catalogue.

Le devis devra comprendre :

- des prix conformes aux conditions établies sur la liste des matériels (BPU et catalogue) et des conditions horaires,
- un devis des prestations prévues et détaillées de la façon suivante :
 - prix de fourniture de la pièce,
 - le temps d'intervention prévu,
 - le tarif horaire défini aux conditions du marché.
- en plus de ces prix, le devis doit obligatoirement comprendre :
 - le délai de validité de l'offre,
 - le délai d'intervention après signature du bon de commande (ce délai comprend le délai de commande et de réception des pièces auprès du fournisseur du titulaire),
 - la durée totale de l'intervention comprenant toutes les phases nécessaires à la bonne exécution des prestations et à la remise en fonctionnement normal des installations.

Important :

L'envoi de devis dans le cadre d'une maintenance corrective devra être réalisé sous **soixante-douze heures (72) maximum** à transmission de la demande d'intervention.

Pour toute **demande dans le cadre d'une maintenance corrective d'urgence** (risque majeur sur la continuité de service), un délai de transmission de **vingt-quatre (24) heures maximum** à transmission de la demande s'appliquera.

La demande de maintenance corrective et corrective d'urgence est initiée soit :

- par écrit par le service responsable du marché (par courriel),
- directement par le biais du rapport d'intervention du technicien de maintenance qui signale la nécessité de remplacement.

Article 3.2.1 fournitures

Les fournitures suivantes seront intégrées dans le forfait :

- huile moteur (chaque vidange) + appoint,
- huile démarreur,
- liquide de refroidissement et l'appoint suivant périodicité du glycol utilisé,
- liquide anticorrosion,
- filtres à huile,
- filtre à air,

- filtre et préfiltres à gasoil,
- matériel et produit de nettoyage,
- analyse d'huile et fongible.

Les fournitures se rapportant au matériel confié à la société, seront livrées et mises en place exclusivement par la société, sauf accord préalable.

Toute fourniture livrée par la société, n'entrant pas dans le cadre des visites contractuelles (liste ci-dessus), sera facturée au prix en vigueur à la date de la livraison, en sus du prix forfaitaire.

La société approvisionnera un lot de pièces consommables et de premier dépannage proposé par ses soins, suivant liste à fournir. Ces pièces seront stockées sur place et tenues à la disposition du spécialiste de la société lors de ses interventions.

Article 3.2.2 délai d'intervention

Le délai d'intervention pour le dépannage comprend la durée entre l'heure de l'appel téléphonique marquant le déclenchement du processus et l'arrivée sur le site du technicien compétent venant établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'imposent. **Le candidat devra indiquer un numéro d'astreinte unique** dans le questionnaire technique et environnementale. Le délai d'intervention est fixé à **quatre (4) heures maximum à compter de l'appel téléphonique, 24h/24, 7j/7, y compris jours fériés et notamment le 1^{er} mai.**

Les interventions pourront être déclenchées sur simple appel téléphonique confirmé par écrit :

- le titulaire établit pour chaque intervention un compte rendu écrit, comportant l'analyse des causes, les mesures prises pour assurer la continuité de service, les dispositions provisoires ou définitives adoptées, les équipements remplacés, le nom de l'intervenant, la date et l'heure d'intervention,
- il en informe immédiatement le responsable de cette installation ou un responsable du site.

En cas de panne grave, dûment constatée, entraînant l'arrêt prolongé d'un appareil, le titulaire est tenu d'aviser, aussitôt, sur la nature et l'importance de cette panne ainsi que les délais nécessaires à la réparation et la mise en œuvre de solution de secours comme indiqué dans l'article 4.1 du présent CCTP.

ARTICLE 3.3 EXCLUSION DE PRESTATIONS

Sont exclus des opérations de maintenance préventive

- toutes remises en état mécanique ou électrique lié au groupe électrogène,
- toutes remises en état résultantes de dégradation volontaire ou involontaire (orage, travaux, vandalisme, inondation...),

Dans le poste de livraison ou TGBT :

- d'une manière générale, aux liaisons d'informations entre le poste de livraison ou TGBT et les groupes électrogènes,
- la citerne de stockage du fioul,
- l'inverseur de source,

Dans les locaux groupes :

- aux départs aval de l'armoire force des auxiliaires de groupe,
- aux vannes polices des cuves à fioul,
- aux indicateurs de niveau des cuves de combustibles,
- les installations électriques extérieures aux équipements entretenus.

ARTICLE 4 OBLIGATION DE RÉSULTAT

Chaque anomalie hors forfait sur maintenance préventive devra faire l'objet d'un devis avec prix des pièces et main d'œuvre suivant bordereau de prix unitaires ou le catalogue.

Chaque intervention préventive fera l'objet d'un compte rendu mentionnant, la date et l'heure d'intervention, l'objet de la visite ou de l'incident, le nom de l'intervenant, le remplacement des pièces le cas échéant et la durée d'intervention.

Le personnel dépêché sur le site sera qualifié et formé sur les équipements à entretenir ou à dépanner.

- mécanicien-diéséliste,
- électrotechnicien,
- automaticien.

Les moyens décrits n'étant pas limitatifs, en particulier en ce qui concerne la maintenance préventive, il sera prévu :

- de garantir la continuité de fourniture de l'énergie électrique (en cas d'absence de livraison du fournisseur d'énergie),
- de garantir la pérennité des matériels et le niveau de performance à un niveau optimal,
- de rétablir la fonctionnalité, même provisoire des installations dans les **quatre (4) heures maximum à compter de l'appel téléphonique**.

ARTICLE 4.1 GROUPE DE SECOURS

Dans tous les cas de dysfonctionnement empêchant l'usage d'un groupe électrogène d'une durée estimée supérieure à un (1) jour ouvrable, le titulaire a à sa charge l'étude et la mise en œuvre des solutions provisoires de puissance équivalente pour assurer le secours de la continuité de la distribution de l'énergie électrique par la location de matériel et la mise en place d'installations provisoires de substitution dont le coût sera pris en charge par le pouvoir adjudicateur.

Le délai entre le signalement initial du dysfonctionnement et la mise à disposition d'un système de secours opérationnel ne doit pas dépasser **huit (8) heures**.

ARTICLE 5 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage :

- à assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel,
- à contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui a été confiée, et le respect des consignes données à son personnel,
- le titulaire assure la permanence de ces prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement rempli,
- à se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent,
- à faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre pour le site,
- à restituer les installations, équipements et locaux en bon état de fonctionnement à l'expiration du contrat,
- le titulaire respecte la confidentialité, il s'engage à ne divulguer aucune information concernant le site et son fonctionnement.

ARTICLE 6 LE PERSONNEL

ARTICLE 6.1 LE RESPONSABLE

Le contrat est placé sous la conduite d'un responsable unique du titulaire qui est l'interlocuteur direct auprès du pouvoir adjudicateur.

Le candidat indiquera le nom et les coordonnées de cet interlocuteur au Questionnaire Technique et environnemental.

Il est présent sur le site sur convocation et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est responsable :

- du respect de l'exécution des plannings de maintenance préventive,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- des documents techniques et rapports tels que définis au présent marché,
- de l'organisation du travail,
- de la préparation et du suivi des prestations,

- de l'information du responsable du site,
- de la discipline du personnel.

Le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de ce responsable unique.

ARTICLE 6.2 LE PERSONNEL D'INTERVENTION

Le personnel du titulaire doit pouvoir être identifié à l'aide de badge du titulaire ou par une tenue vestimentaire au nom du titulaire.

Les personnels possèdent les qualifications et habilitations constructeurs requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le personnel intervenant sur les installations électriques devra être habilité.

Il convient de rappeler que le contrat est à obligation de résultats. Il appartient au titulaire dans le cadre de cette consultation, de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le personnel du titulaire lors d'interventions sera composé au minimum de trois (3) techniciens alloués au marché pour les missions de maintenance préventive avec un diplôme Baccalauréat PRO et avec une expérience professionnelle de deux (2) ans minimum dans le domaine du marché.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations.

ARTICLE 6.3 FOURNITURE DE L'OUTILLAGE

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire ou spécialisé et (les appareils de mesures et de contrôle).

Un certificat de contrôle sur le bon tarage des appareils de mesure pourra être demandé au titulaire.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur, ou l'installateur d'un équipement, les outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas d'outillage et le matériel appartenant au pouvoir adjudicateur qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de la consultation.

Si de l'outillage et des matériels du pouvoir adjudicateur étaient prêtés au titulaire, celui-ci les mettraient en œuvre sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 7 DOCUMENTS À FOURNIR

ARTICLE 7.1 PLAN DE PRÉVENTION

Préalablement à toutes interventions, un plan de prévention est obligatoirement établi annuellement par le responsable du suivi du marché avec le titulaire. Celui-ci intègre les contraintes et spécifications des établissements en relation avec les interventions réalisées par le titulaire.

ARTICLE 7.2 DOCUMENTS D'EXPLOITATION

Article 7.2.1 Le carnet d'entretien

Le titulaire doit mettre en place sur le site et tenir à jour, un carnet d'entretien par établissement.

Ces carnets d'entretien seront conservés sur les sites.

Y seront consignés :

- la date et l'indication des passages,

- le type et la nature de l'intervention,
- les principales opérations de maintenance,
- les contrôles techniques annuels (visite réglementaire),
- la localisation de l'appareil assujéti à l'intervention,
- le nom de l'intervenant, sa qualité et son heure d'appel et l'heure de fin d'intervention,
- les observations et renseignements concernant les divers contrôles et vérifications techniques effectués (relevés, mesures),
- les observations relatives à l'information de l'établissement.

Ce carnet d'entretien pourra prendre la forme de feuillets détachables présentés dans un classeur à anneaux ouvrants afin de faciliter les mises à jour.

Article 7.2.2 la fiche d'intervention

Une fiche d'intervention est émise par le titulaire pour chaque intervention de maintenance préventive ou corrective.

Fiche d'intervention de maintenance préventive :

Pour chaque équipement faisant l'objet d'une maintenance, la fiche donne la liste des tâches à effectuer au cours de l'intervention.

De plus elle comporte :

- la désignation et la localisation de l'équipement,
- la semaine ou cette intervention est programmée.

La fiche d'intervention de maintenance corrective

Ces fiches sont de conception identique aux précédentes. Le titulaire y décrit les interventions qu'il a été amené à effectuer pour corriger les anomalies constatées.

La fiche d'intervention doit être retournée au responsable du site :

- pour la maintenance corrective d'urgence : immédiatement après l'opération,
- pour la maintenance corrective : dans le courant de la semaine suivant l'intervention.

Article 7.2.3 Le rapport annuel

Un rapport annuel d'exploitation pour l'ensemble du parc machine sera remis lors d'une réunion programmée en dehors des visites de maintenance.

Ce rapport annuel comportera pour chaque machine, une synthèse de la maintenance effectuée sur la période avec l'ensemble des comptes rendus :

- le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année et des matériels remplacés,
- la liste des devis proposés et le cumul des devis acceptés,
- les anomalies principales et les faits marquants,
- les travaux préconisés, compte tenu des problèmes de fonctionnement, de mises aux normes ou de nécessités de modernisation,
- une prévision budgétaire de travaux éventuels à effectuer pour l'année à venir et pour les trois années (3) à venir.

En outre il devra aussi comporter les résultats d'analyse d'huile et de fuel.

Ce rapport annuel sera remis et commenté au responsable du suivi du marché au plus tard deux (2) semaines avant la date anniversaire du contrat.

ARTICLE 8 SUIVI DE MAINTENANCE

Le titulaire doit se soumettre au contrôle de suivi de maintenance qui sera mis en place par le responsable du suivi du marché.

Ce contrôle a pour objet :

- la bonne exécution des prestations contractuelles,
- le suivi des travaux de dépannages et des réparations,
- le suivi historique de la vie du matériel,
- le suivi du fonctionnement des groupes électrogènes,
- le suivi des interventions planifiées.

Dans ce cadre le titulaire met en place et tient à jour l'ensemble des documents contractuels énoncés dans le CCTP. Il diffuse systématiquement, et sans que celui-ci soit tenu de lui en faire la demande, tous les documents périodiques de suivi qui sont à sa charge. Ces documents servent de support aux réunions d'exploitation pendant lesquelles ils sont analysés et commentés.

Les réunions périodiques sont annuelles. Elles peuvent être complétées à la demande d'une des parties par des réunions extraordinaires dont l'ordre du jour est fixé d'un commun accord.

ARTICLE 9 ASSURANCES

Le titulaire garantit les risques professionnels liés à l'exécution des travaux qui pourraient se produire sur les lieux de travail.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci ;

Sa responsabilité protège contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de ces compagnies, notoirement solvable, une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommage causés au tiers et engageant sa responsabilité (article 1382-1386 du Code Civil).

Les polices d'assurance doivent être communiquées au client.

Le titulaire doit prévenir de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de la modification.

ARTICLE 10 GARANTIE

Le client subroge le titulaire dans ses droits et actions liées ou à naître à l'encontre du constructeur ou de l'installateur, et de tout tiers responsable d'une avarie ou dommage survenant aux appareils dont il a la charge.

En cas d'avarie sur des matériels sous garantie, le titulaire prend les mesures conservatoires nécessaires.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle le titulaire est obligé.

Il prend soin de faire en sorte que ses interventions ne soient pas de nature à empêcher l'application des clauses de garantie.

En outre, pendant cette période, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions.

Le titulaire est réputé connaître les clauses de garanties légales et particulièrement attachées aux marchés de travaux.

Pièces remplacées par le titulaire :

Toute pièce remplacée par le titulaire est couverte par une garantie. Elle est mentionnée comme telle sur le carnet d'entretien avec la date d'effet de la garantie ainsi que la durée.

ARTICLE 11 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Les intervenants devront avoir une parfaite connaissance des règles d'hygiène et de sécurité des sites :

- permis feu,
- zone sensible,
- moyens d'alerte, etc...

Le titulaire lors d'utilisation des appareillages à flammes, ou risquant de provoquer des étincelles, devra demander un permis feu au responsable du site, avant chaque intervention.

Le personnel du titulaire devra porter une carte d'identité professionnelle et une tenue permettant d'identifier clairement le titulaire.

Le titulaire doit assurer la sécurité de tout chantier ainsi que la sécurité publique et se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge.

Il devra se conformer en particulier, aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité, notamment :

- la sécurité des travailleurs, avec des mesures à prendre avant l'intervention,
- les locaux et installations à usages des travailleurs du titulaire,
- l'interdiction de feux extérieurs.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interrompre immédiatement et sans préavis tout travail exécuté par le titulaire sans respect des mesures de sécurité générales ou particulières. Ceci est valable quel que soit le cas : danger pour les agents du pouvoir adjudicateur, l'utilisateur ou le personnel du titulaire.

Ils devront utiliser les accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leur intervention.

Le maître d'ouvrage s'engage à laisser le personnel du titulaire accéder à toute heure aux installations afin que les prestations de maintenance préventive, de réparation ou de remplacement d'organes desdites installations soient aussi réduites que possible.

Le titulaire devra enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières et contrôler que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Il devra informer sans retard le responsable de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Si un fait anormal quelconque intéressant l'installation, objet du présent marché, vient à se produire, toutes les dispositions seront prises par la personne responsable pour en interdire ou en suspendre le fonctionnement et pour en informer immédiatement le prestataire.

Contraintes particulières

Le titulaire devra, en permanence, veiller à ne pas perturber le fonctionnement, c'est-à-dire, en particulier :

- respecter les règles d'hygiène et les procédures d'accès aux différents locaux,
- éviter les bruits susceptibles de gêner les agents du pouvoir adjudicateur ou les usagers des services délivrés par les agents du pouvoir adjudicateur environnants,
- éviter la propagation de vapeurs, odeurs, poussières,
- respecter les limites définies pour l'intervention,
- respecter la discipline générale,
- ne pas couper d'alimentation d'eau, électricité, sans accord écrit du responsable du site,
- protéger le public et les agents du pouvoir adjudicateur des risques encourus par la prestation d'intervention,
- laisser les lieux propres et libres de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations.